

Quel avenir pour le Parti québécois?

Emiliano Arpin-Simonetti and Pierre Dubuc

Number 755, March 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67024ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arpin-Simonetti, E. & Dubuc, P. (2012). Quel avenir pour le Parti québécois? *Relations*, (755), 36–37.



Quel avenir pour le Parti québécois?

Le temps est venu d'envisager une nouvelle coalition intégrant tous les partis souverainistes.

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

L'auteur est membre du comité de rédaction de la revue *Qui vive* – *Ouvrir d'indépendance*

Confiance vacillante envers Pauline Marois, défections en série, stagnation de l'appui à la souveraineté... L'avenir n'est pas rose pour le Parti québécois (PQ). Les raisons conjoncturelles de la récente crise qui serait terminée sont nombreuses. Ce sont toutefois aux raisons structurelles que l'on doit réfléchir pour envisager l'avenir du parti à plus long terme.

Plus particulièrement, le PQ, pour durer, devra incarner une solution autant à la crise de la représentation que traverse notre démocratie, qu'au sentiment répandu selon lequel le débat souverainisme/fédéralisme est la cause du prétendu immobilisme du Québec. Pour le parti fondé par René Lévesque, la solution à ces deux problèmes est à chercher dans l'articulation même du projet souverainiste.

Or, la direction du PQ semble plongée dans un profond déni que la récente « sortie de crise » n'a fait que renforcer. Il semble en effet depuis plusieurs années que la seule transformation possible dans l'offre politique du PQ est cette tendance à se déplacer vers la droite, zone pourtant déjà occupée par deux partis plus convaincants en la matière. En se rapprochant des milieux d'affaires au cours des quinze dernières années, le PQ n'a su résister à la vague néolibérale et a troqué les solutions politiques pour les solutions technocratiques. Sa vision soi-disant « efficace » – pour reprendre l'expression chère à Jean-François Lisée – l'empêche de voir que les problèmes auxquels nous sommes confrontés collectivement (cynisme, effritement de la classe

moyenne, hausse des inégalités) en découlent et doivent avoir une solution politique.

La crise de la représentation qui mine la confiance des électeurs est due en grande partie au sentiment généralisé que les politiciens sont au service du grand capital (ou de leurs propres intérêts, ce qui revient souvent au même compte tenu des impératifs de financement des partis). Le changement que les gens réclament tant, c'est que leurs représentants élus mettent fin à leur abdication et à leur opportunisme, et agissent enfin dans l'intérêt commun.

Voilà pourquoi il est permis de douter de la pérennité du PQ: il est incapable ne serait-ce que d'envisager les solutions qui pourraient mettre un terme à la crise de la représentation, et encore moins d'envisager une réarticulation de son projet de pays en fonction de cet objectif. Les États généraux sur la souveraineté, a-t-on appris récemment et s'ils se tiennent vraiment, ne porteront même pas sur la stratégie référendaire elle-même. Or, c'est à mon avis la pierre angulaire du malaise.

VERS UN SOUVERAINISME 2.0

La tenue d'un troisième référendum ayant sensiblement les mêmes modalités que les deux premiers paraît absurde à bien des gens, souverainistes inclus. Mais surtout, cette option s'ancre dans une vision dépassée de la démocratie, celle où les suggestions viennent d'en haut et sont avalisées par les citoyens suivant un choix très restreint, binaire, sur un bulletin de vote. Dans cette conception de la démocratie, le citoyen n'a aucun moyen de provoquer les choses. En ce sens, le référendum d'initiative populaire se veut un pre-

mier pas vers un système plus participatif, mais c'est encore trop peu.

Pour que le projet souverainiste soit à nouveau perçu comme porteur de renouveau, il doit s'incarner dans une vision renouvelée de la démocratie. À cet égard, la démarche d'assemblée constituante, proposée par Québec solidaire et par le Nouveau Mouvement pour le Québec de Jocelyn Desjardins, offre des possibilités intéressantes. En remettant aux citoyens le pouvoir de tracer, tous ensemble, non seulement les contours mais aussi les fondations de notre communauté politique, on suscite un fort sentiment collectif d'appartenance que l'on canalise ensuite dans la construction du pays¹.

UNE NOUVELLE COALITION SOUVERAINISTE?

Incapable qu'il est de remettre en question son offre politique et de se dépêtrer de ses liens avec les chambres de commerce, il est difficile de voir comment le PQ pourrait incarner le renouveau dans sa forme actuelle. Dès lors, la fondation d'une nouvelle coalition capable d'intégrer tous les partis indépendantistes apparaît plus porteuse pour l'avenir du mouvement souverainiste. Une coalition forcément plus à gauche, capable de redonner au projet d'indépendance une véritable dimension sociale-démocrate, abandonnée par le PQ.

Pour que le PQ accepte une telle idée et que sa direction sorte de l'électoralisme à courte vue, il devra faire un exercice d'humilité. Sans quoi, ce sont les électeurs qui risquent fort de le lui imposer lors des prochaines élections... ●

1. À lire sur la question: Gilles Bourque, « Québec solidaire: pour une souveraineté populaire », *Relations*, n° 740, mai 2010.



Le Parti québécois est-il vraiment sorti de la crise des derniers mois? Pour les uns, le dépassement de celle-ci et la survie du parti sont cruciaux

pour réaliser la souveraineté du Québec. Mais d'autres voix accueillent favorablement l'idée d'une nouvelle coalition souverainiste.

La disparition du Parti québécois serait une catastrophe.

PIERRE DUBUC

L'éclatement du Parti québécois (PQ) serait une catastrophe pour le Québec. Au-delà de la question du leadership actuel du parti, la crise a des causes profondes aux ramifications internationales et canadiennes largement sous-estimées.

L'histoire du Québec a toujours été tributaire des grands courants politiques internationaux. Le mouvement souverainiste et sa principale émanation politique, le Parti québécois, se sont développés dans la foulée du grand mouvement de décolonisation de l'après-guerre et sous l'influence du mouvement des droits civiques des Noirs américains. À l'époque, l'indépendance du Québec paraissait tout aussi inévitable que l'avènement du socialisme à l'échelle de la planète.

Mais, ô surprise, force a été de constater que la roue de l'Histoire peut faire marche arrière. La débâcle du camp socialiste a emporté dans ses eaux glacées le mouvement d'émancipation des peuples opprimés. Dans certaines régions du monde, l'islamisme, une idéologie féodale, a remplacé le socialisme démocratique comme force d'opposition à l'impérialisme. Le principe religieux en est venu à supplanter le principe national. Des populations ne sont plus caractérisées par leur nationalité – algérienne, marocaine ou tunisienne – mais par leur religion. Les Québécois risquent eux aussi une régression à leur statut antérieur de « Canadiens français ».

UNE GUERRE

Au Canada, la quasi-victoire du camp du Oui lors du dernier référendum a

marqué un tournant, dont les souverainistes n'ont pas pris la pleine mesure. La « Grande Frousse » de 1995 a provoqué un changement brutal de stratégie des fédéralistes. Finies les concessions! Désormais la ligne dure va prévaloir: loi sur la clarté, menaces de partition.

Parallèlement, les stratèges fédéralistes ont neutralisé les points d'appui économique, diplomatique et médiatique du mouvement souverainiste. Les éléments du Plan O de Jacques Parizeau, prévu pour contrer les turbulences des marchés dans la phase d'accession à l'indépendance, ont été démantelés. Michael Sabia, un fédéraliste notoire, dirige la Caisse de dépôt et placement du Québec et les autres institutions clefs du Québec Inc. – la Banque Nationale, le Mouvement Desjardins et le Fonds de solidarité FTQ – ont été absorbées dans le Canada Inc., comme en témoigne leur association avec la Banque CIBC, la Banque Toronto-Dominion et la Banque Scotia, au sein du bien nommé groupe Maple, pour gérer les Bourses de Montréal et Toronto.

Sur le plan diplomatique, Paul Desmarais a convaincu son protégé Nicolas Sarkozy de renoncer à la politique de « non-ingérence et non-indifférence » de la France qui assurait au Québec la reconnaissance internationale de la seule grande puissance susceptible d'appuyer une déclaration d'indépendance.

Sur le plan médiatique, les souverainistes subissent la subtile campagne de désinformation de Radio-Canada et des médias de Power Corporation, à laquelle s'ajoute désormais l'hostilité des médias de Quebecor, le seul grand groupe qui, historiquement, manifestait une certaine sympathie pour leur

option. Les mains désormais liées par ses investissements dans la chaîne Sun Media au Canada anglais, son PDG, Pierre Karl Péladeau, œuvre en étroite collaboration avec le gouvernement Harper. Il a créé de toutes pièces, à coups de sondages et de pages frontispices flatteuses, la Coalition Avenir Québec de François Legault, dont il ne faut jamais oublier qu'elle est sous la supervision de Charles Sirois, président du conseil d'administration de la Banque CIBC.

SAUVONS LE PQ

En somme, les souverainistes n'ont plus qu'une seule institution: le PQ. C'est la dernière cible à abattre pour que les fédéralistes puissent crier: Victoire! Pas étonnant qu'il se retrouve sous des feux croisés ennemis et « amis ».

S'il venait à disparaître, nous nous retrouverions avec une multitude de chapelles. Québec solidaire en bénéficierait à peine. Pourquoi? Parce que, issu du mouvement « altermondialiste » – un mot qui, contrairement à son prédécesseur « internationaliste », évacue le mot nation –, Québec solidaire ne fait pas de la question nationale l'axe principal de son action, comme le révèle son alliance avec le Nouveau Parti démocratique canadien.

Le mouvement souverainiste et progressiste baigne dans un grand désarroi idéologique. De multiples questions d'analyse, de stratégie et de tactique doivent être abordées dans ce contexte mondial, canadien et québécois où les forces de la réaction poursuivent leur offensive. Le Parti québécois est le seul cadre organisationnel qui permet que ces débats aient une résonance nationale et un impact politique certain. ●

L'auteur, directeur de *L'Aut'Journal*, vient de publier *Le Québec et la nouvelle donne internationale* (Éditions du Renouveau québécois, 2011)